



# Les Guerres scélérates

William Blum

Par l'auteur de *L'État voyou*

Les interventions de l'armée américaine  
et de la CIA depuis 1945

**P**  
Parangon



## 10. Guatemala, 1953-1954

### Et le monde regardait...

C'est l'éternel problème : vers qui peut-on se tourner quand on est agressé par la police ? Quand une république bananière appauvrie est envahie et bombardée par l'armée de la CIA, qui peut-elle appeler à son secours ?

Le gouvernement guatémaltèque a lancé des appels à l'ONU, à l'Organisation des États américains, aux autres pays du monde, à la presse internationale et même au gouvernement américain lui-même, voulant désespérément croire qu'il s'agissait d'un vaste malentendu et que la raison finirait par prévaloir. Rien n'y fit. Dwight Eisenhower, John Foster Dulles et Allen Dulles avaient décrété que le gouvernement démocratiquement élu de Jacobo Arbenz était "communiste". Il fallait donc s'en débarrasser, et c'est ce qu'ils firent en juin 1954.

Giuliano Toriello, ministre des Affaires étrangères du Guatemala, déplora que les États-Unis classent « comme communiste toute manifestation de nationalisme ou d'indépendance économique, tout désir de progrès social, curiosité intellectuelle ou réformisme progressiste<sup>1</sup> ».

Il n'était pas loin d'avoir raison. Mais les responsables de Washington étaient encore assez sensibles aux réalités de l'opinion publique pour savoir qu'il ne faisait pas bon s'attaquer au nationalisme, à l'indépendance et à la réforme. Le secrétaire d'État Dulles préféra donc affirmer que les Guatémaltèques vivaient sous « un régime terroriste communiste<sup>2</sup> ». De son côté, le président Eisenhower déclara que si l'on permettait à « une dictature communiste » d'installer un « avant-poste sur ce continent », « ce serait au détriment de toutes les nations américaines<sup>3</sup> ». Et John Peurifoy, ambassadeur des États-Unis au Guatemala, d'ajouter : « Nous ne pouvons tolérer l'établissement d'une république soviétique entre le Texas et le canal de Panama<sup>4</sup>. » D'autres affirmaient que l'Union soviétique comptait utiliser le Guatemala comme base pour s'emparer du canal ; le sénateur Margaret Chase Smith proposa l'ouverture d'une enquête sur « l'augmentation injustifiée du prix du café » guatémaltèque, suggérant qu'elle était due à l'influence communiste<sup>5</sup>, et ainsi de suite.

On peut comprendre que cette attitude ait quelque peu surpris l'Union soviétique, qui ne s'intéressait guère au Guatemala. Elle ne lui fournissait pas d'aide militaire, n'entretenait même pas de relations diplomatiques avec lui et n'avait donc pas l'ambassade normalement indispensable à ce genre de complots diaboliques. (« C'est pour mieux nous leurrer ! » se disaient sans doute certains Américains : c'était alors le règne de la « logique » maccarthyste.)

Quant aux autres pays du bloc de l'Est, ils n'étaient pas davantage en relation avec le Guatemala, à une exception près : un mois avant le coup d'État, c'est-à-dire bien après que Washington eut commencé ses préparatifs, la Tchécoslovaquie vendit au Guatemala un unique chargement d'armes, payé en liquide. Notons que les Tchèques auraient probablement accepté de vendre ces armes à n'importe quel pays disposé à en payer le prix. La livraison se

révéla, au bout du compte, n'être constituée que de « babioles militaires sans valeur », selon l'expression du *New York Times*. Le magazine *Time* rejeta cette version des faits, en s'appuyant sur l'estimation de la valeur des armes faite par certains responsables militaires américains. Sans doute le magazine tout comme les militaires étaient-ils incapables d'imaginer qu'entre membres de la « conspiration communiste internationale », on puisse se jouer pareil mauvais tour<sup>6</sup>.

La machine à propagande américaine s'emballa dès l'annonce de cette transaction. On insista moins sur la raison pour laquelle le Guatemala avait dû se tourner vers la Tchécoslovaquie : depuis 1948, les États-Unis, opposés à ses gouvernements réformistes successifs, refusaient de lui vendre des armes, et incitaient les autres pays à faire de même, malgré les appels répétés d'Arbenz à un lever de l'embargo<sup>7</sup>.

Arbenz avait autant de raisons que les Soviétiques de s'interroger sur les accusations américaines. Le président guatémaltèque, élu à une large majorité en mars 1951, n'avait pas de relations ni de liens spirituels ou idéologiques particuliers avec l'Union soviétique ou le reste du bloc communiste. Si la presse et les responsables politiques américains assimilaient régulièrement, de manière explicite ou non, Arbenz aux communistes, à Washington, certains étaient bien conscients de la méprise — du moins dans leurs moments de lucidité. À l'ONU, l'administration Arbenz avait défendu des positions si proches de celles des États-Unis, sur des problèmes liés à « l'impérialisme soviétique », qu'une cellule du département d'État chargée du renversement du président guatémaltèque conclut qu'« il n'y [avait] rien à tirer, au niveau de la propagande, de l'historique du Guatemala à l'ONU<sup>8</sup> ». Par ailleurs, un rapport d'analyse du département d'État affirmait qu'Arbenz « était soutenu non seulement par les syndicats communistes et la frange radicale des professions libérales et des intellectuels, mais également, dans les zones urbaines, par de nombreux nationalistes anticommunistes<sup>9</sup> ».

Washington persistait néanmoins à condamner sévèrement la présence de communistes au sein du gouvernement guatémaltèque, et leur participation active à la vie politique nationale. Tandis qu'Arbenz maintenait qu'il ne faisait rien d'autre qu'appliquer les règles de la démocratie, les États-Unis lui reprochaient son indulgence envers ces indésirables — que l'on ne pouvait pas accuser de desseins menaçants ou agressifs à l'égard des États-Unis ou de l'Occident, mais qui avaient le tort d'appartenir à l'espèce communiste, bien connue pour sa propension à la trahison. L'ambassadeur américain Peurifoy avertit Arbenz que les relations entre leurs deux pays ne se détendraient pas avant que le dernier communiste ne fût exclu de la fonction d'État guatémaltèque<sup>10</sup>.

La pièce maîtresse du programme d'Arbenz était la réforme agraire. Comme dans la plupart des pays sous-développés, la nécessité de cette redistribution n'apparaissait que trop cruellement dans les chiffres : au Guatemala, pays essentiellement rural, 2,2 % des propriétaires terriens détenaient 70 % des terres cultivables ; le salaire annuel moyen d'un travailleur agricole s'élevait à 87 dollars. Avant la révolution de 1944 et le renversement du dictateur Ubico, « l'armée avait l'habitude de ramasser les travailleurs agricoles et de les livrer aux grands propriétaires terriens des plaines, qui en faisaient des esclaves pour dettes<sup>11</sup> ».



L'expropriation de milliers d'hectares de terres inexploitées, leur redistribution au profit d'environ 100 000 paysans sans terre, l'amélioration des droits syndicaux et d'autres réformes valurent à Arbenz le soutien des communistes et autres éléments de gauche. Quand certains lui reprochèrent d'accepter ce soutien, Arbenz les mit au défi de prouver leur bonne foi en apportant leur propre soutien à ses réformes. Le refus qu'ils lui opposèrent trahit, évidemment, leurs motivations réelles<sup>12</sup>.

Le parti communiste, officiellement connu sous le nom de Parti travailliste guatémaltèque, constituait le plus petit groupe parlementaire de la coalition présidentielle, avec seulement 4 sièges sur un total de 51 détenus par la coalition lors de la session 1953-1954 du Congrès<sup>13</sup>. Les communistes s'étaient vu attribuer plusieurs postes sous-ministériels, mais aucun n'était intégré au ministère. Ils occupaient en outre des postes dans la bureaucratie, notamment dans les administrations chargées de la réforme agraire<sup>14</sup>.

Faute de faits substantiels à reprocher à la gauche guatémaltèque, les responsables Américains durent se contenter d'une condamnation sémantique. Ainsi ne disait-on pas d'un communiste qu'il avait « accepté un poste au gouvernement », mais qu'il s'y était « infiltré ». De même, les communistes ne « défendaient » pas un programme gouvernemental, ils l'« exploitaient ». Ils ne « soutenaient » pas Arbenz, ils l'« utilisaient ». Ils « contrôlaient » le mouvement ouvrier et la réforme agraire ; d'ailleurs, qui, dans un pays sous-développé, s'inquiète de la prospérité des ouvriers et des paysans, sinon ceux que Washington définit précisément comme des communistes ?

Cette rhétorique, très répandue à l'Ouest pendant la guerre froide, tendait généralement à nier que les communistes puissent sincèrement désirer la réforme sociale. Outre le fait de vouloir en convaincre le reste du monde, les Américains se maintenaient les uns les autres dans ce déni, comme en témoigne cet extrait d'un rapport de la CIA sur le Guatemala, rédigé en 1952 à l'intention de la Maison Blanche et de la communauté du renseignement : « Le succès politique des communistes et de leurs sympathisants est généralement dû à leur capacité à récupérer les aspirations nationales et sociales de la révolution de 1944. Cela leur a permis d'infiltrer le gouvernement et les partis politiques qui le soutiennent et de s'emparer des syndicats ouvriers [...] [Arbenz] est avant tout un opportuniste dont les politiques sont largement le fruit des hasards de l'histoire [...] L'extension de l'influence [communiste] s'est appuyée sur l'application de "clichés" marxistes aux visées anticoloniales et sociales de la révolution guatémaltèque<sup>15</sup>. »

Le premier plan concocté par la CIA pour renverser Arbenz fut approuvé par Truman en 1952, puis abandonné à la onzième heure sur l'insistance de Dean Acheson, alors secrétaire d'État<sup>16</sup>. Le projet fut ressorti du placard dès l'élection, en janvier 1953, d'Eisenhower.

Ces deux administrations subissaient d'intenses pressions de la United Fruit Company, expropriée, dans le cadre de la réforme agraire du gouvernement Arbenz, de vastes étendues de terres inexploitées. L'entreprise réclamait presque 16 millions de dollars d'indemnités, contre les 525 000 dollars proposés par le gouvernement, qui correspondaient à la valeur déclarée par la United Fruit aux services des impôts<sup>17</sup>.

La United Fruit avait établi ses propres structures étatiques au Guatemala. Elle était propriétaire des installations de téléphone et de télégraphe, admi-

nistrant le seul port atlantique important et détenait le monopole des exportations de bananes. Une de ses filiales gérait la quasi-intégralité du réseau ferroviaire. Dans les hautes sphères du pouvoir à Washington, l'influence de la compagnie fruitière était tout aussi écrasante. Elle entretenait notamment des liens professionnels et personnels avec les frères Dulles, divers autres responsables du département d'État, certains membres du Congrès et l'ambassadeur américain à l'ONU. Anne Whitman, épouse du directeur des relations publiques de l'entreprise, était la secrétaire personnelle du président Eisenhower. Le sous-secrétaire d'État (et ancien directeur de la CIA) Walter Bedell Smith cherchait à entrer dans la United Fruit au moment précis où il planifiait le coup d'État guatémaltèque ; il fut plus tard intégré au conseil d'administration de l'entreprise fruitière<sup>18</sup>.

Sous Arbenz, l'État guatémaltèque rivalisa avec la United Fruit en construisant un port atlantique et une autoroute, et détrôna le monopole américain sur l'électricité en créant une centrale hydroélectrique produisant de l'électricité bon marché. La stratégie d'Arbenz consistait à limiter le pouvoir des entreprises étrangères par la concurrence directe plutôt que par la nationalisation ; cette politique était toutefois impossible à appliquer à des biens limités, tels les terres agricoles. Dans son discours d'investiture, Arbenz déclara : « Les capitaux étrangers seront toujours les bienvenus tant qu'ils s'adaptent aux conditions locales, se soumettent aux lois du Guatemala, participent à son développement économique et s'abstiennent de toute intervention dans sa vie sociale et politique<sup>19</sup>. »

La United Fruit ne remplissait certainement pas ces conditions ; entre autres, la compagnie s'était systématiquement appliquée à entraver la mise en place des réformes d'Arbenz, à discréditer ce dernier ainsi que son gouvernement, et à comploter pour provoquer leur chute.

On comprend donc la méfiance d'Arbenz à l'égard des multinationales qui souhaitaient entrer au Guatemala : celles-ci ne furent pas précisément accueillies à bras ouverts. Cette attitude, ajoutée à la redistribution des terres de la United Fruit et à l'« indulgence envers les communistes », fit d'Arbenz un homme marqué à Washington. Les États-Unis considéraient les trois politiques que nous venons d'énumérer comme interdépendantes : ils attribuaient le traitement subi par les firmes américaines à la seule influence des communistes, sans jamais prendre en compte les exigences économiques ou sociales des habitants du Guatemala.

En mars 1953, la CIA se mit en relation avec des éléments revendicateurs de la droite de l'armée guatémaltèque, et leur fit parvenir des armes. La United Fruit leur offrit 64 000 dollars en espèces. Au cours du mois suivant, des soulèvements éclatèrent dans quelques villes, rapidement maîtrisées par les troupes restées fidèles à Arbenz. Amenés devant la justice, les rebelles révélèrent la responsabilité de la compagnie fruitière dans le complot, mais omissent de mentionner celle de la CIA<sup>20</sup>.

L'administration Eisenhower décida de passer aux choses sérieuses. Avec une jubilation cynique, elle consacra presque un an à préparer dans le menu détail le renversement de Jacobo Arbenz Guzman. De toutes les opérations importantes menées par la CIA, le coup d'État au Guatemala est sans doute la mieux documentée. Aujourd'hui, avec la publication de nombreux documents déclassifiés du gouvernement, les faits suivants sont établis<sup>21</sup> :



Le quartier général de l'opération fut établi à Opa Locka, dans la banlieue de Miami. Le dictateur Anastasio Somoza permit aux Américains d'installer leurs pistes d'atterrissage et leurs bases d'entraînement au Nicaragua. Des centaines d'hommes, exilés guatémaltèques ou mercenaires d'Amérique centrale et des États-Unis, s'y formèrent au maniement des armes et à la communication radio, ainsi qu'à l'art du sabotage et de la démolition. Trente avions et leurs pilotes américains furent stationnés au Nicaragua, au Honduras et dans la zone du canal de Panama, prêts à intervenir pour la "libération". Le plan d'action était le suivant : les rebelles devaient s'équiper dans la zone du canal de Panama, transformée en vaste dépôt d'armes, puis rejoindre le Honduras, sous le commandement du Colonel Carlos Castillo Armas, avant de passer au Guatemala. On rassembla également toutes les armes soviétiques possibles : il s'agissait de les introduire au Guatemala avant l'invasion, afin d'appuyer la thèse américaine d'un appui soviétique. Enfin, des transmetteurs radios furent dissimulés au Guatemala, notamment dans l'ambassade américaine, et dans les pays voisins : on verra qu'ils ont joué un rôle aussi important que les armes.

On voulut faire sauter les trains transportant les armes tchèques de leur port d'arrivée jusqu'à Guatemala Ciudad ; hélas, une pluie diluvienne mit les détonateurs des explosifs hors service. Un escadron paramilitaire de la CIA ouvrit le feu sur l'un des trains, tuant un soldat guatémaltèque et blessant trois autres, mais ne put empêcher le convoi ferroviaire d'arriver à destination.

Suite à la livraison du navire tchèque au Guatemala, Eisenhower ordonna « l'interception et l'examen de la cargaison de tout vaisseau étranger suspect au large du Guatemala<sup>22</sup> ». Le conseiller juridique du département d'État rédigea une note dont la conclusion ne permettait pas de doute : « De tels actes constitueraient une violation des lois internationales. » Peu importe : au moins deux navires étrangers, français et hollandais, furent arrêtés et fouillés. Notons que c'étaient des mesures semblables, de la part des Britanniques, qui avaient convaincu les États-Unis de s'engager dans la guerre de 1812.

L'armée guatémaltèque fit l'objet d'une attention toute particulière. Les États-Unis signèrent des accords de sécurité mutuels avec le Honduras et le Nicaragua, pays hostiles à Arbenz, et leur envoyèrent de vastes stocks d'armes, dans l'espoir que la menace serait assez claire pour pousser l'armée guatémaltèque à se désolidariser d'Arbenz. La marine américaine fit partir deux sous-marins de Key West en direction du « Sud », sans donner plus de précisions sur leur destination finale. Quelques jours plus tard, trois bombardiers B-36 décollèrent en fanfare pour une « visite amicale » au Nicaragua. La CIA passa au crible les dossiers des officiers de l'armée guatémaltèque, et tenta d'en soulever certains. Une radio clandestine de l'Agence diffusa des appels incitant militaires et autres à se rallier au mouvement de « libération », et affirma qu'Arbenz prévoyait secrètement de dissoudre ou de désarmer les forces militaires pour les remplacer par une milice populaire. Les avions de la CIA lâchèrent des tracts sur le Guatemala comportant le même message.

L'ambassadeur Peurifoy finit par convaincre un groupe d'officiers haut gradés de se présenter devant Arbenz pour exiger l'exclusion de tous les communistes de son administration. Le président leur assura que les communistes ne représentaient pas un danger, qu'ils ne dirigeaient pas le gouvernement, et affirma qu'une telle mesure serait antidémocratique. Lors d'une deuxième

réunion, les officiers demandèrent également à Arbenz de renoncer à la création de cette « milice populaire » annoncée par les Américains.

À un certain moment, la CIA alla jusqu'à offrir une importante somme d'argent à Arbenz, qui refusa aussitôt. L'argent avait été déposé sur un compte suisse ; on peut supposer qu'il devait servir soit à inciter Arbenz à abdiquer, soit à appuyer, par la suite, des accusations de corruption.

Sur le front économique, des plans de contingence prévoyaient d'empêcher le Guatemala d'accéder au crédit étranger, de perturber son approvisionnement en pétrole et de provoquer une ruée sur ses réserves étrangères<sup>23</sup>. Mais c'est surtout en matière de propagande que les Américains ont brillé par leur ingéniosité. Attendu que le gouvernement guatémaltèque allait être renversé pour cause de communisme, il s'agissait de convaincre le reste de l'Amérique latine de la réalité de cette menace. En conséquence, l'US Information Agency (USIA) plaça des articles non signés dans les journaux étrangers, accusant certains responsables guatémaltèques de communisme, et décrivant diverses actions gouvernementales comme étant « d'inspiration communiste ». Au cours des semaines qui précédèrent la chute d'Arbenz, plus de 200 articles de ce genre furent diffusés par des dizaines de journaux latino-américains.

Cette campagne inaugura un système qui, nous le verrons, devait devenir une pratique courante de la CIA et de l'USIA en Amérique latine et ailleurs, et qui consistait à faire circuler les articles de journal en journal et de pays en pays. Parfois la CIA payait ces parutions, mais elles étaient souvent le fait de rédactions non averties. Ce procédé permit non seulement de toucher un plus large public, mais surtout de donner l'impression d'un consensus international indépendant à l'égard du Guatemala, et de brouiller les pistes permettant de remonter aux agents/journalistes américains.

L'USIA distribua à travers le monde plus de 100 000 exemplaires d'un dépliant intitulé « Chronology of Communism in Guatemala », ainsi que 27 000 affiches et bandes dessinées anticommunistes. L'agence de propagande américaine produisit également trois films sur le Guatemala (sans surprises au niveau du contenu) ainsi que des séquences d'informations pro-américaines, distribuées gratuitement aux cinémas.

À New York, la CIA rendit visite au cardinal Francis Spellman, un prélat possédé par l'anticommunisme, qui craignait le changement social plus qu'il ne craignait Dieu. On le pria de prendre contact avec l'archevêque guatémaltèque Mariano Rosell Arellano ; le cardinal s'exécuta avec plaisir. C'est ainsi que le 9 avril 1954, une lettre pastorale fut lue dans toutes les églises catholiques du Guatemala : elle attirait l'attention des fidèles sur la présence dia-bolique du communisme dans leur pays, et leur demandait de « s'unir et de se soulever contre cet ennemi de Dieu et du pays », ou, tout au moins, de ne pas rallier la cause d'Arbenz. Pour apprécier la portée de cette manœuvre, il faut se rappeler que la classe paysanne guatémaltèque, non seulement très religieuse, mais aussi largement illettrée, n'avait accès à la parole divine que par l'intermédiaire des prêches. À l'intention de ceux qui savaient lire, des milliers de tracts contenant le message de l'archevêque furent disséminés par avion à travers le pays.

En mai, la CIA finança clandestinement un « Congrès contre l'intervention soviétique en Amérique latine » à Mexico City. Au cours du même mois,



Somoza appela le corps diplomatique nicaraguayen pour les informer, d'une voix tremblante de colère, que sa police avait intercepté une cargaison clandestine d'armes soviétiques (fournies par la CIA) au large de la côte pacifique, et suggérer que les communistes voulaient créer « une situation de type coréenne » au Nicaragua. Quelques semaines plus tard, un avion d'origine non identifiable largua des armes aux marquages soviétiques sur la côte guatémaltèque.

On a servi ce genre de balivernes aux peuples d'Amérique latine pendant des décennies, en guise de « sensibilisation au communisme ».

Fin janvier 1954, l'opération parut subir un revers sérieux : des photocopies de documents américains s'étaient retrouvées entre les mains d'Arbenz. Quelques jours plus tard, des lettres confidentielles portant les signatures de Castillo Armas, de Somoza et d'autres firent la couverture des journaux guatémaltèques. Les documents révélaient en partie les manœuvres, l'entraînement militaire et les plans d'invasion en cours, et compromettaient notamment un certain « gouvernement du Nord » dont on devinait aisément l'identité<sup>24</sup>.

Le département d'État dénonça les accusations portées contre les États-Unis comme « fausses et ridicules » et se refusa à d'autres commentaires, affirmant ne pas vouloir donner à ces révélations une importance qu'elles ne méritaient pas. Un porte-parole affirma : « Les États-Unis n'ont pas pour politique de s'ingérer dans les affaires des autres pays. Ce principe a été maintes fois réaffirmé par l'administration actuelle. »

Le magazine *Time* n'accorda aucun crédit à l'hypothèse d'une responsabilité américaine dans le complot, et conclut que les preuves avaient été « créées de toutes pièces à Moscou<sup>25</sup> ».

Si le reportage du *New York Times* fut moins ouvertement cynique, il laissait néanmoins supposer que les rumeurs étaient sans fondement. « Des observateurs latino-américains à New York, indignaient le quotidien, décelent une influence communiste dans les accusations de complot ». L'article était immédiatement suivi d'un reportage intitulé « Réunion de chefs syndicaux rouges. La Confédération du Guatemala ouvre sa session parlementaire<sup>26</sup> ». Et la CIA poursuivit ses préparatifs comme s'il ne s'était rien passé.

L'offensive réelle débuta le 18 juin. Des avions lâchèrent des tracts promettant le bombardement de sites précis si Arbenz ne démissionnait pas immédiatement. Les stations de radio de la CIA diffusèrent des messages semblables. Dans l'après-midi, les avions mitraillèrent des habitations à proximité de casernes militaires, et lâchèrent des bombes à fragmentation sur le palais national.

Pendant une semaine, les attaques aériennes se poursuivirent à un rythme quotidien. On bombardait et mitrailla des ports, des réservoirs de carburant, des dépôts de munitions, des casernes, l'aéroport international, une école et plusieurs villes. Neuf personnes, y compris une fillette de trois ans, furent blessées ; des maisons furent incendiées par des explosifs. Une nuit, un entassement de bombardements fut diffusé en boucle par des haut-parleurs installés sur le toit de l'ambassade américaine, pour renforcer l'angoisse des habitants de la capitale. Quand Arbenz intervint à la télévision pour tenter de calmer la population, la CIA brouilla la diffusion de l'émission.

Entre-temps, les troupes de la CIA avaient passé la frontière depuis le Hon-

duras. Elles avaient pris quelques villes, mais leur progression, face à la résistance guatémaltèque, n'était pas spectaculaire. Cependant, à entendre « Voice of Liberation », la radio de la CIA, les rebelles étaient partout, ils avançaient sur tous les fronts, des volontaires venaient sans cesse gonfler leurs rangs, des batailles et des soulèvements avaient lieu à travers le pays, et l'armée guatémaltèque subissait de lourdes défaites. Quelques-uns de ces reportages furent diffusés par des stations publiques ou même militaires, ce qui persuada certains officiers d'Arbenz de leur authenticité. La CIA interceptait également les communications de l'armée régulière et y répondait par de faux messages. La désinformation et les rumeurs allaient bon train ; il y eut même des parachutages éparpillés de mannequins pour donner l'impression d'une invasion massive.

Les services publicitaires de la United Fruit Company communiquèrent à la presse des photos d'un charnier de corps mutilés, comme exemple d'atrocités commises par le régime d'Arbenz. Ces documents firent l'objet d'une vaste couverture médiatique. Thomas McCaan, des services de publicité de l'entreprise, admit plus tard qu'il n'avait aucune idée de la provenance des clichés. « Il aurait pu s'agir de victimes de l'autre bord ou d'un tremblement de terre. Peu importe : la plus grande partie du public a accepté la version officielle, et a cru y voir des victimes du communisme<sup>27</sup>. »

Dans la même veine, les responsables de Washington accusèrent le Guatemala d'arrestations politiques et de censure, sans informer le public américain qu'il était assiégré (par les États-Unis eux-mêmes), que la majorité des arrestations concernaient des conspirateurs et des saboteurs présumés, ou que le bilan du gouvernement Arbenz en matière de libertés civiles était, dans l'ensemble, plus qu'honorable. La presse américaine fit peu d'efforts pour combler ces lacunes.

Les bombardements et les manœuvres de désinformation visaient avant tout à donner l'impression que les défenses militaires s'effondraient et qu'il était inutile de résister, ce qui provoqua la confusion et la dissension au sein des forces armées guatémaltèques, et amena certains éléments à se retourner contre Arbenz. L'offensive psychologique radiophonique fut dirigée par un certain E. Howard Hunt, mieux connu pour son rôle dans le scandale Watergate, et David Atlee Phillips, une nouvelle recrue de la CIA. Ce dernier, apprenant la nature de sa mission, interrogea naïvement son supérieur, Tracy Barnes : « Mais Arbenz a été élu lors d'élections libres. Quel droit avons-nous d'aider à renverser son gouvernement ? »

« Pendant un instant, raconte Phillips, j'ai aperçu un éclair d'inquiétude, un doute, une réaction d'homme sensible ». Mais Barnes se reprit rapidement, et débâta l'explication officielle, celle de l'établissement par les Soviétiques « d'une tête de pont facilement extensible » en Amérique centrale<sup>28</sup>.

À partir de là, Phillips suivit un chemin tout tracé. Lors de sa retraite de la CIA, au milieu des années soixante-dix, il fonda l'Association of Retired Intelligence Officers, destinée à conter les vagues de mauvaise publicité dont l'Agence faisait alors l'objet.

Au Guatemala, les journalistes américains chargés de couvrir les événements ne mirent pas beaucoup de zèle à dénicher des informations ni à dénoncer le complot. Mais la réalité occultée par la presse américaine était évidente pour de nombreux Latino-Américains. Au cours de cette fameuse



semaine de juin, des manifestations contre les États-Unis éclatèrent dans onze pays, et l'Équateur, l'Argentine, l'Uruguay et le Chili condamnèrent formellement « l'intervention » et « l'agression » américaine.

Le magazine *Life* réagit aux manifestations en observant que « le communisme international utilisait la révolte guatémaltèque pour porter un coup aux États-Unis<sup>29</sup> ». *Newsweek*, de son côté, rapporta que des « sources officielles » à Washington interprétaient les protestations comme « une preuve de l'étendue de l'infiltration communiste dans les Amériques<sup>30</sup> ». Un mémorandum du département d'État rédigé à la même période reconnaissait toutefois, en privé, que les protestataires étaient pour beaucoup des modérés non communistes, parfois même pro-américains<sup>31</sup>.

Les 21 et 22 juin, le ministre guatémaltèque des affaires étrangères, Guillermo Toricello, plaida désespérément pour une intervention de l'ONU. L'ambassadeur américain à l'ONU, Henry Cabot Lodge, qualifia le plaidoyer de Toricello de manœuvre communiste et tenta d'empêcher l'examen par le Conseil de sécurité d'une résolution pour l'envoi d'une mission d'information au Guatemala. Sur l'insistance du secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, le Conseil se réunit néanmoins. Avant le vote de la résolution, pendant que Lodge s'occupait des pays moins importants du Conseil, Eisenhower et Dulles se chargèrent de la France et de la Grande-Bretagne, toutes deux favorables à la résolution. Le président des États-Unis dit à son secrétaire d'État : « Les Anglais attendent qu'on leur fasse un cadeau pour Chypre, et ils ne nous soutiennent pas pour le Guatemala ! On va leur donner une leçon ? »

Au final, la résolution fut rejetée à cinq voix contre quatre. La France et la Grande-Bretagne s'abstinrent, leurs voix n'étant du reste pas déterminantes, puisqu'un minimum de sept voix était requis pour approuver la résolution. Hammarskjöld fut assez troublé par les manigances des Américains, qui selon lui minaient la force des Nations unies, pour déclarer qu'il envisageait de « reconsidérer [sa] position au sein de l'organisation<sup>32</sup> ».

C'est à cette période que la CIA a déclenché une opération destinée à provoquer un « incident ». Des avions de l'Agence larguèrent plusieurs bombes inoffensives sur le territoire hondurien. Le gouvernement du Honduras déposa aussitôt une plainte auprès de l'ONU et de l'Organisation des États américains, affirmant avoir été attaqué par des bombardiers guatémaltèques<sup>34</sup>.

Arbenz finit par recevoir un ultimatum : soit il démissionnait, soit les officiers guatémaltèques négociaient avec les envahisseurs. Depuis un certain temps déjà, la CIA et l'ambassadeur Peurifoy soudoyaient les gradés de l'armée : un commandant aurait reçu 60 000 dollars pour se rendre avec ses troupes. En désespoir de cause, Arbenz tenta d'armer ses partisans civils pour qu'ils défendent le gouvernement ; des officiers bloquèrent la distribution des armes. Le président guatémaltèque comprit que la fin était proche.

Pendant ce temps, « *Voice of Liberation* » affirmait que deux vastes colonnes d'envahisseurs fortement armés avançaient en direction de Guatemala Ciudad. La radio suivait, au fil des heures, leur progression fictionnelle ; en réalité, Castillo Armas et ses troupes avaient à peine dépassé la frontière hondurienne. L'offensive de désinformation se poursuivait, les rumeurs se multipliaient, et Arbenz, qui n'avait plus de source d'informations sûre, ne put démêler le vrai du faux.

Rien ne devait mettre en péril la victoire proche : un cargo britannique

amarré dans un port guatémaltèque, dont on soupçonnait qu'il contenait du carburant destiné aux véhicules militaires d'Arbenz, fut bombardé et coulé par un avion de la CIA. L'équipage, prévenu de l'opération, avait fui le navire. On apprit plus tard que le cargo ne s'était rendu au Guatemala que pour prendre un chargement de café et de coton.

Désespéré, Toricello supplia l'ambassadeur Peurifoy de cesser les bombardements, allant jusqu'à proposer de rouvrir les négociations sur l'indemnisation de la United Fruit Company. Dans un long câble adressé à John Foster Dulles, le ministre des Affaires étrangères décrivit l'impact des attaques aériennes sur la population civile, reconnut l'impuissance de son pays contre les bombardements, et en appela aux bons offices des États-Unis pour les faire cesser. En un exercice particulièrement humiliant, Toricello réussit à exprimer tout cela sans jamais évoquer la possibilité d'une implication américaine. Mais en vain ; le sort du Guatemala était jeté depuis longtemps.

Les forces réduites de Castillo Armas n'avaient aucune chance de vaincre celles de l'armée guatémaltèque. Mais les attaques aériennes, conjuguées à la croyance en l'invincibilité de l'ennemi, poussèrent les officiers guatémaltèques à forcer Arbenz à démissionner. Aucun communiste, national ou étranger, ne lui vint en aide. Arbenz n'exigea qu'une chose du chef des officiers, le colonel et chef d'état-major Carlos Díaz : qu'il s'engage à ne pas négocier avec Castillo Armas. Díaz, qui détestait tout autant qu'Arbenz le commandant rebelle, ne fit aucune difficulté. Ce qu'il n'avait pas compris, c'est que les États-Unis ne s'arrêteraient pas en si bon chemin ; ils avaient préparé Castillo Armas à prendre la direction du gouvernement, et n'étaient pas prêts à négocier.

Enno Hobbing, un responsable de la CIA qui venait d'arriver au Guatemala pour "aider" à la rédaction d'une nouvelle constitution, expliqua à Díaz qu'en prenant le contrôle du gouvernement, il venait de commettre "une grosse erreur". "Colonel, dit-il, vous ne convenez pas aux exigences de la politique étrangère américaine".

Peurifoy présenta bientôt deux demandes à Díaz. D'une part, il devait négocier directement avec Castillo Armas ; d'autre part, il reçut une longue liste de noms de dirigeants à exécuter dans les 24 heures.

— Pourquoi ? demanda Díaz.

— Parce que ce sont des communistes, répliqua l'ambassadeur<sup>35</sup>.

Díaz, qui n'était pas un sympathisant communiste, n'en rejeta pas moins les deux requêtes, et indiqua qu'il avait l'intention de poursuivre la lutte contre les envahisseurs<sup>36</sup>. Peurifoy, furieux de cet entretien, dépêcha aussitôt un câble au siège de la CIA en Floride : « Nous avons été doublés. BOMBARDEZ ! » Quelques heures plus tard, un avion de la CIA décollait du Honduras pour le Guatemala, où il bombarde une base militaire et détruisit la station de radio du gouvernement. Castillo Armas, dont l'anticommunisme ne faisait aucun doute pour les Américains, prit bientôt la tête du Guatemala.

Les opérations de propagande ne s'arrêtèrent pas là. À la demande de la CIA, les officiers militaires du nouveau régime proposèrent des visites guidées de la résidence d'Arbenz aux correspondants de la presse étrangère. On y voyait des pièces remplies de livres de classe... imprimés en Union soviétique. Le correspondant du *New York Times*, Paul Kennedy, habituellement peu tendre envers Arbenz, conclut qu'il s'agissait d'un canular, et ne prit pas la peine de rapporter l'anecdote à son journal<sup>37</sup>. *Time* ne releva pas non plus la présence



des livres, mais rapporta une histoire improbable, selon laquelle des foudres auraient pillé la maison d'Arbenz pour y trouver « des tonnes de propagande communiste et quatre sacs contenant de la terre de Russie, de Chine, de Sibirie et de Mongolie<sup>38</sup> ». L'article de *Time* laissait entendre que le magazine connaissait à présent (en partie) le rôle joué par le gouvernement américain dans la chute d'Arbenz, mais le renversement par la force d'un gouvernement démocratiquement élu ne lui inspira aucun commentaire.

Castillo Armas fêta la libération du Guatemala à sa façon. Pendant le seul mois de juillet, des milliers de personnes soupçonnées d'activités communistes furent arrêtées, et beaucoup d'entre elles torturées ou tuées. En août, un décret autorisa un comité spécial à déclarer toute personne communiste, sans recours possible de sa part. Les accusés se voyaient arbitrairement condamnés à des peines de prison allant jusqu'à six mois; ils n'avaient plus le droit de posséder une radio ni de travailler dans la fonction publique. Au bout de quatre mois, le comité avait déjà répertorié 72 000 personnes. D'après un responsable, le comité s'était fixé l'objectif de 200 000 noms<sup>39</sup>. L'application de la loi sur la réforme agraire fut interrompue; les expropriations antérieures furent annulées<sup>40</sup>. La United Fruit récupéra l'ensemble de ses terres; mieux, le gouvernement interdit la formation de syndicats parmi les ouvriers des plantations bananières. Sept employés de l'entreprise, tous des militants syndicaux, furent tués à Guatemala Ciudad dans des circonstances mystérieuses<sup>41</sup>.

Le nouveau régime priva les trois-quarts des Guatémaltèques de leurs droits électoraux en excluant les illettrés du vote. Partis politiques, fédérations syndicales et organisations paysannes furent interdits. Après la fermeture des journaux d'opposition (une mesure qu'Arbenz n'avait pas prise), on brûla tous les livres jugés « subversifs », parmi lesquels *Les Misérables*, les romans de Dostoïevski, et l'œuvre du Guatémaltèque Miguel Angel Asturias, prix Nobel de littérature et critique véhément de la United Fruit<sup>42</sup>.

À Washington, John Foster Dulles, que Toriello accusait de vouloir installer « un rideau de bananes » en Amérique centrale<sup>43</sup>, s'inquiétait de la possibilité que certains « communistes » s'en tirent à bon compte. Dans une correspondance télégraphique avec l'ambassadeur Peurifoy, Dulles exigea que le gouvernement inter pelle tous les Guatémaltèques réfugiés dans les ambassades étrangères, et « engage des poursuites » contre eux pour les empêcher de quitter le pays. L'un des motifs d'inculpation proposés était : « activités d'espionnage pour le compte de Moscou ». Le secrétaire d'État estimait que les communistes n'avaient pas droit à l'asile politique — puisqu'ils participaient à une conspiration internationale — et qu'ils ne devaient quitter le pays que pour rejoindre l'Union soviétique. Mais sur ce point, Castillo Armas refusa de se conformer aux souhaits de Dulles. Peut-être se rapela-t-il avoir lui-même obtenu l'asile politique dans certaines ambassades, tout comme la plupart de ses collègues<sup>44</sup>.

Parmi ceux qui se réfugièrent dans l'ambassade d'Argentine, se trouvait un médecin argentin de 25 ans, Ernesto « Che » Guevara. Ce dernier vivait au Guatemala depuis 1953 et avait tenté, en vain, de mobiliser une résistance armée contre les envahisseurs. L'expérience guatémaltèque de Guevara eut un impact profond sur sa conscience politique. Sa première femme, Hilda Gadea, rencontrée au Guatemala, écrivit plus tard : « Il disait qu'avant, il était

un tireur isolé, critiquant le panorama politique des Amériques d'un point de vue théorique. C'est [le Guatemala] qui l'a convaincu que la lutte contre le système oligarchique et l'ennemi principal, l'impérialisme Yankee, devait passer par un combat armé, soutenu par le peuple<sup>45</sup>. »

Peu de temps après le coup d'État, les États-Unis confisquèrent une vaste quantité de documents du gouvernement guatémaltèque, sans doute dans l'espoir de confirmer enfin la manipulation d'Arbenz par la conspiration communiste internationale. On ne sait ce qu'ils ont découvert, car ils ne s'en sont pas vantés auprès du public.

Le 30 juin, alors que la situation était à peine stabilisée, Dulles résuma la situation guatémaltèque par un discours qui reste un morceau d'anthologie : « [Les événements au Guatemala] ont révélé les visées maléfiques du Kremlin, soucieux de détruire le système inter-américain [...] S'étant emparés du contrôle de ce qu'ils appellent les "organisations de masse", [les communistes] ont ensuite pris le contrôle de la presse et de la radio officielle du gouvernement guatémaltèque. Ils dominaient les organisations de sécurité sociale, dirigeaient le programme de réforme agraire, [...] dictaient leur loi au Congrès et au président [...] Arbenz [...] fut manipulé au vu de tous par les dirigeants communistes [...] Le régime guatémaltèque bénéficiait du soutien absolu de la Russie soviétique [...] Aujourd'hui, les Guatémaltèques sont en train de remédier eux-mêmes à cette situation<sup>46</sup>. »

En matière de révisionnisme, la CIA n'avait rien à envier à Dulles. En témoigne cet extrait d'un mémorandum rédigé en août 1954, classé confidentiel : « Des pressions extérieures ont forcé les communistes à tenter de s'emparer complètement du pouvoir guatémaltèque; ils ont donc contraint Arbenz à démissionner [mots raturés]. Ils ont ensuite instauré une junte communiste sous la direction du colonel Carlos Díaz<sup>47</sup>. »

En octobre, John Peurifoy témoigna devant une commission du Congrès : « Jusqu'à la révolution, mon rôle au Guatemala a été celui d'un simple observateur diplomatique [...] La révolution qui a renversé le gouvernement Arbenz a été l'œuvre et l'initiative des habitants du Guatemala, qui se sont révoltés contre les politiques et la répression impitoyable de ce gouvernement contrôlé par les communistes<sup>48</sup>. »

Lors de la rédaction de ses mémoires, des années plus tard, Dwight Eisenhower évoqua le Guatemala sans rien laisser transparaître du rôle joué par les États-Unis dans la planification et l'instigation du coup d'État; il expliqua que son administration n'avait été liée que de très loin à son exécution<sup>49</sup>. (Rappelons que lors de la publication à l'Ouest des mémoires de Nikita Khrouchtchev, l'éditeur jugea opportun d'engager un kramlinologue réputé pour annoter le livre et indiquer les erreurs et les omissions.)

C'est ainsi que les hommes du département d'État, de la CIA et de l'United Fruit Company, et ceux de Princeton, de Harvard et de Wall Street se rassembleraient autour d'une bonne pipe, que les paysans illettrés du Guatemala ne méritaient pas les terres qu'on leur avait données, que les travailleurs n'avaient pas besoin de syndicats, que la famine et la torture n'étaient que le prix à payer pour l'élimination de la vermine communiste.

La terreur instaurée par Castillo Armas ne faisait que commencer. Comme nous le verrons, elle devait empirer tout au long des quarante années à venir. En 1955, le *New York Times* rapporta qu'aux Nations unies, « les États-Unis



ont lancé une campagne pour éliminer une section de la proposition de convention des droits de l'homme, car elle nuirait à ses intérêts commerciaux à l'étranger ». La section gênante concernait les droits des peuples à l'auto-détermination et à la souveraineté permanente sur leurs richesses et leurs ressources naturelles. Explication du *New York Times* : « La convention déclare en effet que tout pays a le droit de nationaliser ses ressources [...] »<sup>59</sup>.

## 11. Costa Rica, milieu des années cinquante

### Où l'on tente de renverser un allié (I)

« Ni avec toi ni sans toi » : tel fut la devise de la relation mouvementée qui lia José Figueres, trois fois président du Costa Rica, à la CIA.

D'un côté, Figueres a lui-même reconnu en 1975 avoir rendu service à la CIA « de vingt mille façons différentes [...] dans toute l'Amérique latine », et cela depuis 30 ans<sup>1</sup>, affirmant par exemple « avoir collaboré avec la CIA pour essayer de renverser [le dictateur dominicain] Trujillo<sup>2</sup> ».

De l'autre, le président costaricain a accusé l'Agence d'avoir tenté à deux reprises de l'assassiner<sup>3</sup>. Figueres n'a pas donné de détails sur ces incidents, mais a déclaré par ailleurs avoir combattu pendant deux ans le projet d'invasion de la baie des Cochons, ce qui suffit sans doute à expliquer au moins une tentative d'assassinat.

La CIA a également tenté de renverser le gouvernement de Figueres. *The Invisible Government*, premier compte rendu significatif des activités de l'Agence, paru en 1964, révéla que : « Vers le milieu des années cinquante, des agents de la CIA se sont profondément ingérés dans les affaires politiques du Costa Rica, la plus stable et la plus démocratique des républiques de l'Amérique latine. Les Costaricains cultivés étaient parfaitement conscients du rôle joué par l'Agence. Celle-ci cherchait à encourager le renversement de José (Pepe) Figueres, socialiste modéré, élu président en 1953 lors d'élections libres et équitables<sup>4</sup>. »

Figueres, qui avait dirigé une junte progressiste dans les années quarante, exerçait alors son premier mandat présidentiel, qui devait durer jusqu'en 1958.

La CIA lui reprochait principalement « de respecter scrupuleusement le droit d'asile au Costa Rica, sans faire de distinction entre communistes et non communistes. L'afflux important de personnes douteuses compliquait le travail de surveillance de l'Agence, la contraignant à mobiliser du personnel supplémentaire<sup>5</sup> ».

En réalité, les griefs de la CIA étaient plus profonds. Le Costa Rica accueillait des centaines d'exilés de la République dominicaine, du Nicaragua, du Venezuela et d'autres dictatures de droite d'Amérique latine. Or, Figueres apportait un soutien moral et matériel à des groupes qui luttèrent pour renverser ces régimes<sup>6</sup>, une attitude logique du point de vue du président costaricain, farouchement opposé au totalitarisme de droite comme de gauche. Le hic, c'est que les dictateurs ciblés appartenaient tous au prestigieux club américain des « anticommunistes du monde libre ». (En ce qui

concerne Trujillo, les États-Unis allaient revoir leur position.) En outre, Figueres avait critiqué, à l'occasion, la politique américaine consistant à soutenir les dictatures tout en négligeant les problèmes économiques et sociaux de l'hémisphère Sud.

Ces considérations l'emportèrent nettement sur l'anticommunisme affirmé (mais non fanatique) de Figueres, qui n'était pas plus « socialiste » que le sénateur américain Hubert Humphrey. Malgré des déclarations de principe contre l'investissement étranger, Figueres se montrait en pratique extrêmement conciliant avec les compagnies fruitières multinationales, bêtes noires de l'Amérique centrale<sup>7</sup>.

*The Invisible Government* affirme que la CIA a non seulement soutenu les opposants politiques de Figueres<sup>8</sup>, mais a également « entrepris de provoquer des dissensions au sein du Parti communiste costaricain et de prouver l'existence de liens entre les communistes et Figueres. L'Agence tenta d'abord de dénicher des preuves démontrant que Figueres avait rencontré d'importantes personnalités communistes lors d'un déplacement au Mexique ; mais en vain. Le deuxième volet du plan (créer des troubles au sein du parti communiste) fonctionna mieux. La CIA glissa dans un journal communiste une lettre censée avoir été rédigée par un haut membre du Parti communiste costaricain, exprimant son opposition formelle à la ligne officielle du Parti concernant la Révolution hongroise de 1956. Non avertis de la supercherie, les responsables de l'ambassade américaine se réunirent en urgence pour tenter de déchiffrer le sens de cette déclaration. L'officier politique de l'ambassade finit par dépêcher un long rapport confidentiel aux principaux décideurs politiques de Washington, les prévenant de la possibilité de revirements surprenants au niveau de la politique communiste en Amérique latine<sup>9</sup>. »

En 1955 l'Agence s'en prit plus directement à Figueres. L'animosité personnelle et politique profonde entre Figueres et le dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza avait dégénéré en violences : une tentative d'assassinat de Somoza, organisée depuis le Costa Rica avec le soutien de Figueres, fut immédiatement contrée par une offensive aérienne et terrienne lancée depuis le Nicaragua. Voici ce que relate Charles Ameringer, biographe de Figueres : « Figueres accusa la CIA d'avoir soutenu Somoza dans son attaque contre le Costa Rica. Il pensait que l'Agence s'estimait redevable envers le dictateur, qui avait contribué au renversement d'Arbenz. Il affirma qu'après leur offensive contre le Guatemala, les mêmes pilotes et les mêmes avions F-47 américains étaient « passés par le Nicaragua pour venir mitrailler onze villes sans défense sur notre territoire ». Selon lui, au moment même où le département d'État approuvait la vente de chasseurs destinés à la défense du Costa Rica, des avions et des pilotes de la CIA effectuaient des sorties aériennes pour le compte des rebelles<sup>10</sup>. »

Notons qu'à cette époque, où l'on ne savait quasiment rien des opérations secrètes de la CIA, un éditorialiste du *Washington Post*, ainsi que le sénateur Mike Mansfield, s'indignèrent publiquement de ce que des agents américains avaient été pris en flagrant délit d'écoute des lignes téléphoniques de Figueres<sup>11</sup>.

José Figueres ne retrouva pas la présidence du Costa Rica avant 1970, date à laquelle la CIA renouvela ses efforts pour le renverser, pour des motifs qui n'avaient pas beaucoup évolué.